

Unité départementale de l'Artois
12, avenue de Paris
62400 BETHUNE

Béthune, le 05/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARTOIS ENROBES

Avenue de la Fosse 13
62114 SAINS-EN-GOHELLE

Références : 205-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2022 dans l'établissement ARTOIS ENROBES. Implanté Avenue de la Fosse 13 62114 SAINS-EN-GOHELLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARTOIS ENROBES
- Avenue de la fosse 13 - 62114 SAINS-EN-GOHELLE
- Code AIOT dans GUN : 0007000674
- Régime : enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société ARTOIS ENROBES est spécialisée dans la vente et la fabrication de matériaux routiers (vente d'enrobés aux professionnels ainsi qu'aux particuliers).

L'installation est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1979 modifié par l'arrêté préfectoral du 16 mai 1997 et par l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2007.

L'établissement est globalement soumis à enregistrement pour la rubrique 2521 (centrale d'enrobage de matériaux routiers - 320 t/h).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cette inspection avait pour objectif de vérifier certaines prescriptions (concernant notamment les rejets atmosphériques, les rejets aqueux, les déchets,...) définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 octobre 1979 modifié et dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La fiche de constats disponible en partie 2-4 fournit les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats ne fait pas l'objet de proposition de suites administratives.

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC1	Article IV de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/1979 modifié	-	Sans objet
PC2	Article 6 de l'arrêté du 02/02/98	-	Sans objet
PC3	Article 9 de l'arrêté du 02/02/98	-	Sans objet
PC4	Article 45 de l'arrêté du 02/02/98	-	Sans objet
PC5	Article 47 de l'arrêté du 02/02/98	-	Sans objet
PC6	Article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/1979 modifié	-	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune suite administrative n'est proposée sur la base des échanges et constats établis lors de cette visite menée par l'inspection.

L'exploitant doit répondre à une observation de l'inspection concernant les dépassements en période nocturne de la dernière étude bruit du site (2 dépassements pour 2 des 3 points situés en limite de propriété du site).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : PC1

Référence réglementaire : article IV de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/1979 modifié

Thème(s) : rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

IV Centrale fixe d'enrobage de matériaux routiers à chaud

1) teneur en poussières des gaz à l'émission

Les gaz rejetés à l'atmosphère ne devront pas contenir, en marche normale plus de 150 mg/Nm³ de poussières (milligramme de poussières par mètre cube ramené aux conditions normales de température et de pression : 0°C, 1 bar, l'eau étant supposée rester sous forme vapeur) quels que soient les régimes de fonctionnement de l'installation.

4) vitesse d'éjection des gaz

La vitesse minimale ascendante des gaz rejetés à l'atmosphère devra être au moins égale à 8 mètres/seconde.

7) contrôles

Les quantités de poussières émises par la cheminée devront être contrôlées de façon continue. Les résultats des contrôles devront être tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pendant une période minimale d'un an. Des contrôles pondéraux devront être effectués sur la cheminée au moins une fois par an, par un organisme agréé.

Constats :

Concernant les rejets de poussières émises par la société ARTOIS ENROBES, la valeur limite de concentration devrait être de 150 mg/m³ mais l'article 27 de l'arrêté du 2 février 1998 prescrit une valeur limite de concentration est de 100 mg/m³ pour les rejets de poussières.

Concentration des rejets atmosphériques mesurés par la société DEKRA le 22/09/2021 :

PARAMETRES/VALEURS	Valeur mesurée (mg/m ³)	Valeur limite (mg/m ³)
Poussières totales	18,4	100
Monoxyde de carbone	114	-
Oxydes de soufre	48,4	300
Oxydes d'azote	26,5	500
COV	24,2	110

Les résultats sont conformes aux valeurs limites réglementaires (une nouvelle mesure des rejets atmosphériques de l'installation sera réalisée avant la fin de l'année en cours).

Le filtre de l'installation est contrôlé par l'exploitant (chef de poste) plusieurs fois par an. La filtration est assurée par un filtre à manches. Chaque année, un arrêt technique est effectué (2 à 3 semaines). Des essais de perméabilité sont réalisés tous les ans sur les filtres à manche (via la société Mortelecque). Ils sont changés tous les 4 à 5 ans. Un remplacement devrait avoir lieu cette année.

En 2021 : conformité de la vitesse d'éjection des gaz rejetés à l'atmosphère: 25 m/s

Les poussières émises par la cheminée sont contrôlées de façon continue (valeurs reportées au niveau d'un moniteur au poste de contrôle).

Type de suites proposées : Aucune

Proposition de suites : -

Nom du point de contrôle : PC2

Référence réglementaire : article 6 de l'arrêté du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Thème(s) : paysage

Prescription contrôlée :

Article 6 de l'arrêté du 2 février 1998

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

Constats :

Le site était propre le jour de la visite.

Les espaces verts sont entretenus. De nombreuses plantations sont présentes.

Ces arbres servent d'écran végétal aux possibles envols de poussières du site.

A noter que le site est sous télésurveillance (présence d'un dôme (vue à 360°) au dessus du parc à liant).

Type de suites proposées : Aucune

Proposition de suites : -

Nom du point de contrôle : PC3

Référence réglementaire : article 9 de l'arrêté du 2 février 1998
Thème(s) : rejets des eaux pluviales
Prescription contrôlée : <u>Article 9 de l'arrêté du 2 février 1998</u> Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, etc., ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, un réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Lorsqu'ils doivent être construits dans le lit du cours d'eau, ils respectent, sans préjudice de l'autorisation éventuellement requise en application de l'article L 232-3 du code rural, les dispositions des articles L 232-5 et L 232-6 dudit code. Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe.
Constats : Les eaux pluviales des aires étanches sont collectées, passent par le séparateur débourbeur d'hydrocarbures et sont infiltrées dans le bassin d'infiltration du site. Une analyse des eaux pluviales est effectuée une fois par an. Elle devait être réalisée cet été mais a été reportée faute de pluie. Le séparateur est nettoyé une fois par an (réalisé par cap industries le 22/06/2022 : le déchet a été transporté chez la société sotrenor - code déchet 13 05 08*) Vu les rapports d'analyse du laboratoire CERECO pour les échantillonnages des eaux pluviales pour les années 2020 et 2021 : 2020 : MES : 34 mg/l , DCO : 22 mg/l, DBO ₅ : 2,1 mg/l, indice hydrocarbure <0,1 mg/l. (léger dépassement réglementaire en MES) 2021 : MES : 21 mg/l, DCO : 24 mg/l, DBO ₅ : 2,4 mg/l, indice hydrocarbure <0,1 mg/l. Les valeurs mesurées en 2021 sont inférieures aux valeurs limites réglementaires définies dans l'arrêté du 02/02/98.
Type de suites proposées : Aucune
Proposition de suites : -

Nom du point de contrôle : PC4

Référence réglementaire : article 45 de l'arrêté du 2 février 1998
Thème(s) : déchets
Prescription contrôlée : Article 45 de l'arrêté du 2 février 1998 Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.
Constats : Le tri des déchets est réalisé : vu l'endroit du site où sont stockés les déchets : les rétentions appropriées y sont présentes. Un registre contenant tous les déchets sortant de l'établissement est présent et bien tenu : chaque déchet est répertorié et tracé. Les déchets sont éliminés ou valorisés dans des installations autorisées à cet effet. Tous les BSD de l'année 2021 sont entièrement et correctement remplis.
Type de suites proposées : Aucune
Proposition de suites : -

Nom du point de contrôle : PC5

Référence réglementaire : article 47 de l'arrêté du 2 février 1998
Thème(s) : bruit
Prescription contrôlée : <u>Article 47 de l'arrêté du 2 février 1998</u> Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : Les premières habitations sont situées à 400 m du site. Les résultats des études de 2014 (société DEKRA) et 2017 (société CALIBAT) étaient conformes à la réglementation en vigueur (3 points de mesure en limite de propriété et un point en ZER). <u>Etude réalisée en 2020 par la société M.V.C.E :</u> - résultats conformes en période diurne pour les 3 points en limite de propriété et le point en ZER) - 2 dépassements pour 2 points situés en limite de propriété pour la période nocturne (61 dB et 62 dB pour une limite réglementaire de 60 dB). Le rapport indique que les dépassements sont dus aux machines de la société ARTOIS ENROBES et aux manoeuvres des camions qui arrivent et partent du site. L'exploitant nous a indiqué que la société ne fonctionnait qu'une dizaine de nuits par an. Indiquer les mesures prises ou envisagées afin de limiter le bruit sur site en période de nuit. Anoter que l'installation n'a pas fait l'objet de plainte pour nuisances sonores.
Type de suites proposées : Aucune
Proposition de suites : -

Nom du point de contrôle : PC6

Référence réglementaire : article 2 de l'arrêté du 9 octobre 1975	
Thème(s) : installations électriques	
Prescription contrôlée :	
Article 2 6°) Les installations électriques des établissements devront être réalisées et entretenues par un personnel qualifié, avec un matériel approprié, conformément aux dispositions du décret n°621454.	
Constats :	
Vu le rapport du 01/07/2021 de la vérification électrique réalisée par la société SOCOTEC. 6 observations avaient été relevées. 5 d'entre elles ont depuis été levées (la dernière observation ne peut être levée que pendant l'arrêt annuel de l'installation). L'exploitant garde une trace écrite de la correction des observations (travaux indiqués sur le rapport, bons de commande, factures,...).	
Type de suites proposées : Aucune	
Proposition de suites : -	